



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 304

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Gilbert Biessy.

M. Gilbert Biessy. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances.

Jour après jour, la crise financière partie d'Asie confirme son ampleur et sa gravité. Déjà, des centaines de milliers d'emplois sont supprimés dans les pays les plus au coeur de la tourmente, et les menaces se font plus tangibles sur la croissance pour toute la planète, y compris en Europe et en France.

Certains instituts pronostiquent une croissance française limitée à 2 % en 1998. Ce scénario, s'il devait se réaliser, fermerait la porte à toute baisse significative, pourtant indispensable, du chômage en 1998.

Si des facteurs internes de croissance existent, ils doivent être aujourd'hui pour le moins confortés. C'est dire l'enjeu d'engager sans tarder les réformes de structure à même de s'opposer à la spéculation et à la croissance financière et de stimuler l'investissement et la création d'emplois, mais aussi de mettre en oeuvre une politique de relance plus active afin de soutenir la demande et la consommation intérieure.

Ma question est simple et très précise: quelles dispositions, monsieur le ministre, envisagez-vous de prendre dans cette perspective ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, comme vous l'avez constaté, la crise financière a connu en Asie, hier, des rebondissements nouveaux, puisqu'une grande institution financière de Hong Kong a déposé son bilan. Ce rebondissement a été à l'origine de baisses importantes sur les marchés financiers en Asie, en Europe et - un peu moins - aux Etats-Unis, baisses aujourd'hui partiellement rattrapées.

La situation coréenne, dont nous avons déjà parlé dans cette assemblée, est sans doute moins instable aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a deux semaines. Il reste que les marchés n'ont pas, à l'évidence, retrouvé leur équilibre dans cette partie du monde. La communauté internationale s'est beaucoup mobilisée: vous savez que 57 milliards de dollars sont à la disposition de la Corée pour retrouver un équilibre. Il faut insister sur ce point qui conforte la thèse que la France soutient, et que nous partageons tous ici, à savoir que les marchés ne suffisent pas à organiser l'équilibre, qu'il faut une régulation internationale et que les gouvernements, organisés collectivement, doivent s'en mêler. On ne peut pas laisser l'équilibre financier de la planète reposer sur le seul jeu du marché. Ce qui vaut pour l'équilibre financier vaut pour bien d'autres marchés où l'intervention des hommes doit corriger les imperfections d'un fonctionnement trop libéral.

J'en viens à votre question. L'influence de la crise asiatique sur notre économie ne peut pas être sous-estimée: il est clair, le secrétaire d'Etat au commerce extérieur l'a dit tout à l'heure, qu'elle aura une influence sur nos exportations.

Nous étions - ce n'est plus une prévision mais une réalité -, au deuxième semestre 1997, sur un rythme de croissance de 3,5 %. Ce résultat doit beaucoup aux décisions que le Gouvernement a prises et qu'une bonne part de l'Assemblée - la majorité, bien sûr - a bien voulu approuver, notamment pour augmenter le SMIC, l'allocation de rentrée scolaire et l'allocation logement. Bref, tout ce qui a été fait pour soutenir la consommation, comme vous le demandez, monsieur le député, est un des éléments - pas le seul - qui a conduit à cette forte croissance au deuxième semestre.

Sans doute la crise asiatique nous empêchera-t-elle de rester sur un rythme de 3,5 % - je le regrette comme vous, mais nous ne sommes pas coupés du monde ! - pour redescendre sans doute au taux de 3 % qui était la prévision du Gouvernement. Cependant l'équilibre sera différent de celui que j'avançais lors de la présentation de la loi de finances. Un peu plus de demande interne, un peu moins d'exportations que l'année dernière, avais-je dit alors, mais ce sera beaucoup plus de demande interne - sur la base de 3,5 % de croissance en France - et sans doute moins de demande externe. Au total, avec un équilibre différent, nous connaissons sans doute, sauf éléments nouveaux dans les semaines qui viennent, une croissance de 3 %, c'est-à-dire celle dont nous avons besoin pour l'emploi. Pour cela, vous avez raison, il faut continuer à soutenir la consommation dans notre pays. Les différentes mesures annoncées par le Gouvernement vont dans ce sens. Ainsi que ma collègue de l'emploi et de la solidarité l'a expliqué tout à l'heure, le milliard dégagé par le Gouvernement ne sera pris sur aucune des aides existantes les chômeurs, les RMIstes ou tous ceux qui sont en difficulté. C'est un milliard de plus...

M. Arthur Dehaine. Un milliard de plus de déficit !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... qui viendra soutenir la consommation.

Ayez confiance, monsieur le député. Nous sommes sur la pente d'une bonne croissance en 1998 !

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur divers bancs du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Gilbert Biessy](#)

Circonscription : Isère (2^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 304

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 janvier 1998, page 162

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 janvier 1998